Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Alors-que-la-catastrophe-dure-depuis-trois-ans-le

23 juin 2014

Alors que la catastrophe dure depuis trois ans, le déni continue

Le 11 mars 2014, cela fera maintenant trois ans que dure la catastrophe nucléaire de Fukushima. Malgré le déni des autorités, ses conséquences sanitaires et environnementales ne s'atténuent pas, bien au contraire. Nous transmettons notre entier soutien au peuple japonais, qui souffre des contaminations, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui luttent pour un Japon sans nucléaire.

Fuites incontrôlées à la centrale de Fukushima

Trois ans après, la situation à la centrale reste hors de contrôle. Les réacteurs éventrés doivent toujours être refroidis ; près de 400 000 tonnes d'eau s'accumulent dans des cuves construites à la va-vite, dont un grand nombre fuient. Les stations de traitement des eaux ne sont toujours pas opérationnelles et les fuites hautement radioactives ont déjà atteint la nappe phréatique et l'océan, contaminant gravement le milieu marin. Sur 67 poissons pêchés par Tepco dans le port devant la centrale en décembre 2013, 21 dépassaient 10 000 becquerels/kg en césium-134 et césium-137, soit 100 fois la limite fixée par le gouvernement japonais.

L'évacuation du combustible usé du réacteur n°4, débutée en novembre 2013, devrait durer jusqu'à fin 2014. Mais il reste encore près de 2000 tonnes de combustible usé hautement radioactif sur l'ensemble de la centrale. Où pourront-elles être stockées ? Par ailleurs, l'ensemble du site reste vulnérable à un nouveau séisme de grande ampleur.

Depuis 2011, plus de 30 000 travailleurs se sont succédés à la centrale, dont plus de 26 000 sous-traitants, au péril de leur santé. Au fur et à mesure que ceux-ci accumulent des doses de radioactivité, la pénurie de travailleurs qualifiés se fait de plus en plus criante. Certains intervenants, recrutés parmi les sans-abris par la mafia, travaillent dans des conditions particulièrement indignes.

La vie contaminée

Près de 150 000 personnes déplacées suite à la catastrophe vivent toujours dans des conditions

précaires. En avril 2014, Tepco a cessé de dédommager ceux qui ont perdu leur travail suite à l'accident. Ce même mois, pour la première fois, l'ordre d'évacuation a été levé et les habitants du district de Miyakoji (à 20 km de la centrale) vont devoir rentrer chez eux, bien qu'en de nombreux endroits, la dose d'exposition autorisée pour le grand public de 1 millisievert/an soit largement dépassée. Souhaitant arrêter de payer des compensations financières pour les évacués et limiter les frais des travaux de décontamination, le gouvernement entend hâter le retour dans les zones contaminées malgré l'opposition des habitants qui, à juste titre, craignent pour leur santé.

Des centaines de milliers de personnes continuent par ailleurs de vivre dans des villes et villages où le niveau de radioactivité ambiant justifierait pourtant l'évacuation. Tas de terre radioactive abandonnés au bord des routes, maisons simplement passées au kärcher, mesures hâtives : dans la préfecture de Fukushima, les "décontaminations" sont un fiasco. Les habitants non évacués ont le choix entre se voiler la face ou contrôler le moindre aliment, le moindre objet.

Interdits de jouer dehors, condamnés à porter des dosimètres, les enfants sont les premières victimes. Les enfants de la préfecture de Fukushima doivent subir un examen médical à grande échelle. Parmi les 250 000 qui y ont déjà été soumis, 74 pourraient déjà être atteints par un cancer de la thyroïde ; et pour 33 d'entre eux, le cancer ne fait plus de doute (chiffres au 31 décembre 2013). Pour le radiologue spécialiste du cancer Hiroto Matsue, il ne fait pas de doute que tous ces cancers sont directement causés par Fukushima. Il déclare ainsi : "Depuis quarante ans que j'exerce, je n'avais jamais vu de thyroïde avec tellement de kystes et de nodules que je ne pouvais les compter. Ce n'est pas normal." (Science & Vie, mars 2014, p.88)

À la contamination s'ajoutent des drames humains : de nombreuses familles sont séparées, les mères ayant préféré déménager pour protéger leurs enfants tandis que leurs maris souhaitaient rester sur place.

En réponse aux risques : la censure et le mensonge

Plutôt que de prendre les problèmes à bras-le-corps et de reconnaître la gravité des faits, le gouvernement persiste dans le déni et organise le mensonge à grande échelle. Afin que Tokyo puisse accueillir les Jeux Olympiques de 2020, le Premier ministre Shinzo Abe n'a pas hésité à mentir, prétendant que la situation restait sous contrôle et les impacts de l'accident circonscrits au site de la centrale. En décembre 2013, une loi a même été adoptée interdisant la divulgation de certaines informations "sensibles" pour cause de "secret d'État", préfigurant de nouvelles dissimulations sur l'état réel des installations nucléaires et menaçant de fait les lanceurs d'alerte de lourdes peines de prison.

Le Japon est-il condamné à vivre à son tour le déni et la dissimulation d'informations qui ont sévi à Tchernobyl ? Suite à la catastrophe ukrainienne, un programme dénommé ETHOS avait été développé par des "ONG" financées par l'industrie nucléaire, pour tenter de démontrer qu'il était possible de vivre en zone contaminée et minimiser la gravité de l'accident. Or, à Fukushima, un même programme dénommé ETHOS a été mis en place. Un de ses membres, également investi dans le suivi de la catastrophe de Tchernobyl, a même attaqué une journaliste en justice. Par ailleurs, fin 2013, un protocole d'accord a été signé entre l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique et l'Université Médicale de Fukushima, demandant la confidentialité de toute information qui serait classifiée par l'une des parties. Cet accord rappelle tristement celui signé en 1959 entre l'AIEA et l'Organisation mondiale de la santé, qui empêche l'OMS de travailler de façon indépendante sur les questions sanitaires liées à la radioactivité.

Le déni des autorités

Toutes les centrales sont actuellement à l'arrêt (la centrale d'Ohi, seule à avoir été relancée, est en maintenance). Mais l'industrie atomique, restée influente malgré la déchéance de Tepco, continue de

plaider pour la relance de 17 réacteurs. Malgré les mises en garde de certains géologues, les risques sismiques et l'existence de failles actives sont minorés. Rien d'étonnant donc à ce que l'industrie nucléaire japonaise ait également signé en 2013 un accord avec un autre pays à haut risque sismique, la Turquie, pour la construction de réacteurs.

En avril 2013, alors que toutes les centrales étaient à l'arrêt, le Japon a accueilli une cargaison de combustible MOX envoyé par la France – le même que celui qui alimentait le réacteur n°3 de Fukushima. Le gouvernement pronucléaire de Shinzo Abe prépare activement le redémarrage des réacteurs : fin février 2014, le nucléaire a été présenté par le ministre du Commerce et de l'Industrie comme "fondement de la stabilité de l'approvisionnement énergétique" du pays.

Malgré le retour au pouvoir massif des partisans du nucléaire, la population japonaise reste hostile au redémarrage des réacteurs et favorable à d'autres énergies. Parmi les différentes initiatives en cours, citons notamment le procès initié contre les constructeurs de la centrale de Fukushima, auquel 1335 plaignants se sont associés.

Charlotte Mijeon